

Le 12 mars 2020

PAR COURRIEL

Le très honorable Premier ministre Trudeau, C.P., député
pm@pm.gc.ca

L'honorable Ministre Patty Hajdu, C.P., députée
Ministre de la Santé
Patty.Hajdu@parl.gc.ca

L'honorable Ministre Filomena Tassi, C.P., députée
Ministre du Travail
Filomena.Tassi@parl.gc.ca

L'honorable Ministre Carla Qualtrough, C.P., députée
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes
handicapées
Carla.Qualtrough@parl.gc.ca

Chers Premier ministre, Ministres,

La crise du COVID-19 continue de se dérouler et les conditions sur le terrain changent de minute en minute. Malheureusement, si l'on se base sur l'expérience d'autres pays où la pandémie semble s'être propagée plus tôt, on peut supposer sans risque que les conditions ici au Canada continueront à se détériorer. En même temps, nous avons l'avantage de pouvoir apprendre de la façon dont d'autres pays ont réagi alors que nous élaborons nos propres mesures d'urgence. Il est clair que nous ne pouvons pas nous permettre d'adopter une position attentiste: si nous voulons affronter et contenir efficacement la propagation du COVID-19, et éviter le désastre économique que la pandémie pourrait éventuellement déclencher, il est temps d'agir maintenant.

Le 5 mars 2020, j'ai écrit aux Ministres Tassi et Qualtrough pour encourager leurs ministères respectifs à agir rapidement, de manière décisive et en collaboration avec les provinces sur diverses aides aux travailleuses et travailleurs, y compris une couverture de prestations améliorée et étendue et d'autres aides financières. Pas plus tard qu'hier, le premier ministre Trudeau a annoncé un premier train de mesures d'un milliard de dollars pour faire face à la

crise du COVID-19, qui comprenait la suppression du délai de carence d'une semaine pour l'assurance-emploi. En outre, les gouvernements provinciaux ont commencé à mettre au point leurs propres réponses, y compris le plan d'intervention de 100 millions de dollars de l'Ontario, également annoncé hier. Nous sommes encouragés par ces réponses rapides, mais il reste encore beaucoup à faire.

Nous comprenons la nécessité d'agir rapidement et de fournir un soutien financier et d'autres ressources pour une réponse globale de santé publique à cette crise. En même temps, nous demandons respectueusement aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'agir avec la même urgence pour élaborer un ensemble complet de mesures de soutien aux travailleuses et travailleurs touchés dans tout le Canada. L'annonce du 11 mars concernant la levée du délai de carence d'une semaine pour l'assurance-emploi est un bon premier pas, mais il y a beaucoup d'autres mesures que les gouvernements à tous les niveaux peuvent – et doivent – prendre pour éviter les pires résultats possibles pour les travailleuses et travailleurs au Canada. Malgré l'élimination du délai de carence, de nombreux travailleurs et travailleuses ne rempliront pas les conditions requises pour avoir droit à l'aide accélérée de l'assurance-emploi, en raison de la hausse malheureuse du travail précaire et irrégulier sur notre marché du travail.

Nous aimerions réitérer notre appel du 5 mars pour un ensemble plus complet de soutien à l'emploi afin d'aider les travailleuses et travailleurs à surmonter la tempête COVID-19. En particulier, nous demandons respectueusement aux gouvernements de mettre en œuvre immédiatement les mesures suivantes:

- Instaurer 14 jours de congé de maladie payé, qu'un travailleur ait été officiellement mis en quarantaine par un responsable de la santé ou qu'on lui ait demandé de s'isoler (c'est le minimum que tout gouvernement devrait faire pendant une pandémie);
- En ce qui concerne l'exemption du délai de carence d'une semaine pour l'assurance-emploi, réduire le nombre d'heures de travail admissibles à 360 (au lieu de 600);
- Augmenter la durée du congé de maladie de l'assurance-emploi de 15 à 26 semaines;
- Supprimer l'obligation de fournir un certificat médical pour l'allocation de maladie de l'assurance-emploi;
- Mettre en place une couverture spéciale d'urgence pour les travailleuses et travailleurs vulnérables (y compris les travailleurs précaires et les travailleurs autonomes) qui, autrement, ne recevraient pas de prestations d'assurance-emploi;
- Introduire des mesures spéciales « d'aide au revenu » pour les travailleuses et travailleurs à temps plein et à temps partiel du secteur des soins de santé (comme cela a été fait lors de l'épidémie de SRAS), qui sont plus susceptibles de contracter le COVID-19;
- Réduire à 360 le nombre d'heures d'admissibilité aux prestations régulières d'assurance-emploi (qui se situe actuellement entre 420 et 700 heures), afin de garantir qu'un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs – en particulier les travailleuses et travailleurs vulnérables des secteurs de l'hôtellerie, du tourisme et de la vente au détail – puissent avoir accès aux prestations en cas de suppression d'emploi (une évaluation de cette mesure devrait suivre, en envisageant de rendre ce changement permanent);

- Assouplir les règles fédérales de partage du travail, afin de maximiser l'éligibilité et d'améliorer les prestations pour atténuer les pertes d'emploi, en particulier dans les secteurs vulnérables (comme le tourisme);
- Établir des dispositions claires en matière de sécurité de l'emploi afin de s'assurer que les travailleuses et travailleurs mis en quarantaine conservent leur emploi, leurs heures de travail et leurs autres conditions de travail lorsqu'ils retournent au travail;
- Renoncer à exiger des employés qu'ils produisent des notes de médecin en cas de maladie (envisager au moins d'autres moyens moins onéreux de justifier les absences pour maladie).

Les experts s'accordent de plus en plus à dire que, parallèlement à des habitudes d'hygiène personnelle diligentes, notamment le lavage des mains et le fait d'éviter de se toucher le visage, l'isolement social est un élément essentiel d'une réponse de santé publique efficace à la pandémie de COVID-19. Pourtant, sans les mesures d'intervention adéquates en place, trop de travailleuses et travailleurs seront confrontés à un choix difficile entre aller travailler pendant leur maladie et joindre les deux bouts. C'est tout simplement inacceptable, tant pour le bien-être des employés touchés que pour la santé du grand public. Les travailleuses et travailleurs doivent avoir la possibilité de rester à la maison pendant leur maladie sans subir de difficultés financières, et les gouvernements doivent mettre en œuvre des politiques appropriées pour y parvenir, en tant qu'objectif de santé publique et mesure de soutien économique.

Aucun travailleur canadien ne sera épargné par la crise du COVID-19. Qu'ils soient membres d'un syndicat ou non, qu'il s'agisse de préposés à l'entretien des hôtels, de préposés aux soins aux personnes âgées, d'agents de billetterie aérienne ou de travailleurs de l'industrie manufacturière intégrés dans une chaîne d'approvisionnement mondiale, il ne fait aucun doute que les travailleuses et travailleurs canadiens subiront les effets économiques de la pandémie. En temps de crise, nous nous tournons naturellement vers nos gouvernements pour qu'ils fassent preuve de leadership. Alors que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux mettent en place leur réponse de santé publique à la crise du COVID-19, nous vous demandons respectueusement d'agir avec la même urgence pour fournir un soutien vital à l'emploi et au revenu.

Nous apprécions les mesures prises jusqu'à présent par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, et nous serions heureux de fournir de plus amples informations et de soutenir ces mesures, le cas échéant.

Veillez agréer l'expression de mes sincères salutations,



Jerry Dias
Président national

cc. L'honorable ministre Chrystia Freeland, C.P., députée, l'honorable John Horgan, député, l'honorable Jason Kenney, député, l'honorable Scott Moe, député, l'honorable Brian Pallister, député, l'honorable Doug Ford, député, l'honorable François Legault, député, l'honorable Blaine Higgs, député, l'honorable Dennis King, député, l'honorable Stephen McNeil, député, l'honorable Dwight Ball, député, l'honorable Sandy Silver, député, l'honorable Caroline Cochrane, députée, l'honorable Joe Savikataaq, député, Lana Payne, Angelo DiCaro, Scott Doherty.

JD/klsep343